

Un fédéraliste pacifiste à outrance

Le jeune Emil Cioran sur la souveraineté nationale et sur le projet confédératif européen

PAUL CERNAT

LES TROIS stages d'étude à l'étranger du jeune Emil Cioran (en Suisse – à Genève ; en Allemagne – à Berlin ; en France – à Paris) ont joué un rôle déterminant, malheureusement peu étudié jusqu'à présent, en ce qui concerne l'évolution de sa pensée politique. Le premier (presque jamais commenté) indique une conception fédéraliste, individualiste et pacifiste. Le deuxième – le plus souvent évoqué par les commentateurs – est marqué par le nationalisme radical et par le vitalisme collectif incarné par la dictature nazie, avec son culte de la force qui excite la phantasme du dépassement de son identité nationale mineure et périphérique par un saut collectif historique, voire messianique et métanoïque. Enfin, c'est le stage parisien qui a poussé Cioran vers la découverte de son côté décadente et, finalement, vers son désengagement sceptique universel.

Au printemps de 1931¹, la Fédération Universitaire Internationale pour la Société des Nations avait organisé, en collaboration avec le Groupe Universitaire Roumain pour la Société des Nations, la seizième édition du concours annuel pour l'école d'été à Genève, au siège de la Ligue des Nations (le thème proposé étant la Ligue même). Parmi les gagnants – tous, étudiants à la Faculté de Droit et à la Faculté des Lettres et Philosophie de Bucarest – se retrouvaient Victor Rădulescu-Pogoneanu, Constantin Noica et Emil Cioran, représentatifs pour l'élite roumaine de la jeune génération. Pour Cioran, le stage genevois était la première sortie à l'étranger. Son premier texte, intitulé *Le Principe de souveraineté de l'État. La Ligue des Nations et la fédéralisation des États européens*, dont on a gardé une copie dans les archives de l'auteur, a été publié pour la première fois par Constantin Barbu², étant traduit en français par Mihaela Gențiana-Stănișor³ vingt ans après. Ce texte, qui de nos jours est encore assez peu connu, offre des éléments surprenants concernant l'évolution de la pensée politique de Cioran, par rapport à la perspective ultranationaliste et messianique de l'essai *Transfiguration de la Roumanie* (1936).⁴

Certes, l'attitude favorable face à la fédéralisation européenne (et à l'universalisme pacifiste qui lui était associé) semble un peu étrange ; on pourrait suspecter Cioran d'op-

portunisme si on ne savait pas qu'à l'époque il se déclarait souvent dans ses articles en faveur de l'autonomie de l'esprit et contre le primat de la politique. Il est vrai qu'en 1931, le choc de la Grande Dépression économique et les bouleversements des démocraties européennes n'étaient pas encore si graves pour éclipser les espoirs libéralisants des années 1920 ; mais, dans le contexte plus large de l'affaiblissement et de l'indécision de la Ligue des Nations, on verra bientôt surgir l'accroissement des nationalismes économiques et politiques et les mouvements radicaux qui annonçaient le collapsus de l'ordre libéral européen d'après la Paix de Versailles, en 1920. Les débats sur le projet de la fédéralisation d'Europe – lancé par Aristide Briand au cours de la dixième réunion de la Société des Nations, le 5 septembre 1929 et annoncé le 1 mai de la même année par Alexis Léger (connu, comme poète, sous le nom de Saint-John Perse, directeur dans le Ministère Français des Affaires Étrangères) – étaient à l'ordre du jour. Dans son *Mémoire*, Briand opposait à l'image répulsive d'une Europe « balkanisée », d'un *melting pot* conflictuel, une image idéalisée d'une Europe helvétisée et pacifiée : « Au lieu de nous balkaniser, helvétisons-nous » était sa formule favorite. De cette manière, l'antibalkanisme de Cioran semblait avoir de l'affinité avec un projet souvent accusé « d'absence d'une mystique spécifique ».⁵

Le fait que la première bourse de Cioran a été en Suisse, État fédéral et trilingue, où la dimension allemande et la dimension française coexistaient, ne reste pas dans ce contexte sans développer une charge symbolique. Celle-ci deviendra avec le temps encore plus prégnante, car le conflit franco-allemand va passer aussi, pendant les années 1930, par l'identité du jeune essayiste roumain de Transylvanie, devenu étudiant dans une capitale (Bucarest) marquée par les effets du chômage intellectuel et par la Grande Crise.

Promue dans les milieux libéraux et socialistes après la Première Guerre mondiale, l'unification politique du continent était vue comme le mécanisme idéal pour prévenir les possibles conflits militaires.⁶ Elle était déjà devenue, au début des années 1930, une priorité sur l'agenda de la Ligue des Nations⁷. Dans la presse roumaine, les projets d'unification européenne comme *Pan-europa* du comte autrichien Richard N. de Coudenhove-Kalergi (1923) étaient également discutés ; en 1927, la visite à Bucarest du philosophe allemand Hermann von Keyserling stimulait les espoirs de jeunes intellectuels roumains qui voyaient la jeune Europe post-byzantine comme une possible alternative au déclin de l'Occident théorisé par Oswald Spengler dans *Le Déclin de l'Occident*. On sait que ce livre – d'où Cioran avait pris le *motto* de son essai... – a beaucoup influencé la pensée de l'étudiant né à Rășinari, à la frontière d'un empire des Habsbourg moribond et frustré par son appartenance à une périphérie de la civilisation (le balkanisme d'au-delà des Carpates a été toujours identifié par Cioran à une barbarie anhistorique ; ce mélange de nostalgie impériale et de frustration provinciale va rester définitoire pour son identité). Cependant l'admiration initiale pour le pacifisme universaliste et fédéraliste nous intrigue. Regardons-là, donc, de plus près.

Le texte que Cioran présentait au concours de la Ligue des Nations est un texte persuasif qui combine d'une manière désinvolte la philosophie de l'histoire et la spéculation (géo)politique et culturelle. Dès le début, l'auteur identifie le principe génératif du projet européen : le fédéralisme comme nouveau universalisme. « La Ligue des Nations et l'orientation vers la fédéralisation des États européens sont le résultat des tendances universalistes de notre temps », écrit-il.⁸ Cioran s'intéresse surtout au substrat de cet

universalisme, qu'il vient d'attribuer à deux raisons primordiales : l'atomisation de la vie sociale contemporaine, d'une part – l'insuffisance et l'épuisement des cultures nationales, de l'autre. Dans le sillage du penseur réactionnaire Houston Stewart Chamberlain (*The Foundations of the Nineteenth Century*) et du sociologue allemand Ferdinand Tönnies (*Gemeinschaft und Gesellschaft*, qu'il ne cite plus), Cioran distingue entre l'universalisme et l'esprit de la communauté, en attribuant au premier le développement infini de la vie extérieure au détriment de la vie intérieure, tandis que l'autre vient d'illustrer la tendance contraire. Il voit cependant dans l'atomisation sociale un processus qui fait sortir l'individu de son cadre communautaire (organique, fermé, limité par excellence) et le jette dans le cadre abstrait, étranger, du processus d'universalisation. Cioran ne conteste pas ici la légitimité de l'individualisme. Au contraire, il lui affirme pleinement sa légitimité historique : « L'individualisme n'est pas une erreur, selon les métaphysiques religieuses et les conceptions substantialistes ; il est une réalité qui dérive d'une nécessité historique. » C'est exactement parce qu'elles avaient été, à leur temps, des réalités objectives générées par une nécessité historique. » C'est pourquoi les projets qui envisageaient la paix et l'unité de l'Europe, imaginées après des guerres ou des révolutions par Émeric Crucé, l'abbé de Saint-Pierre, Kant, Saint-Simon etc., sont restés à l'opinion de Cioran de simples espoirs utopiques, surgies de l'imagination de quelques isolés. En observant que la Ligue des Nations n'était pas née d'une façon artificielle, mais d'un déterminisme objectif de la culture moderne même, Cioran affirme, assez brutalement, que les souverainetés nationales vont avec les États de formation agrarienne qui sont par définition fermés sur eux-mêmes, tandis que l'impact de l'industrialisation entraîne la modification structurelle de l'État et la limitation de la souveraineté par les nouvelles relations d'interdépendance entre les États. Il fait de suite une autre affirmation péremptoire, où l'on reconnaît déjà l'esprit polémique de Cioran : « Le problème de la paix ne peut se poser qu'en dehors de la souveraineté nationale. » Bien que réservé à l'égard de la constitution d'une armée internationale, apte à intervenir quand une nation européenne vient de sortir des cadres et des obligations établies par les traités de paix, Cioran salue l'efficacité de certaines initiatives qui proposent l'internationalisation du droit public intern et l'introduction dans les codes pénaux de Roumanie, de Pologne et de Brésil des dispositions qui traitent comme délit toute propagande en faveur de la guerre d'agression. La fédéralisation de l'Europe est vue, elle-aussi, comme un aspect de la paix, et non pas comme un État fédéral imaginé conformément au modèle de la Suisse, mais en tant que fédération des États. Un élément d'originalité de cet essai le constitue l'appréciation de l'individualisme comme principe de l'universalisme moderne (par son action de haut en bas), qui est opposé à l'universalisme oligarchique des élites greco-romanes et aussi à la domination des Églises et des corporations médiévales.

Au-delà de toute détermination économique et politique considérée comme extérieure et éphémère, Cioran semble identifier une justification culturelle et historique de la fédéralisation dans l'épuisement et l'insuffisance des cultures nationales, dont le symptôme est donné par la propension vers l'actualisation des valeurs du passé au détriment des projections du futur et de la création des valeurs nouvelles. En accord avec Albert Thibaudet, qui avait affirmé que « La Société des Nations n'a pas été emmenée à Genève dans la valise du Président Wilson », le jeune essayiste roumain refuse la possibilité de changer de haut en bas la mentalité européenne :

il n'est pas vrai que la Société des Nations aurait pu créer une autre image de l'homme – l'euro péen dont parlait Nietzsche. Mais il est vrai que le changement de la configuration interne de l'homme s'exprime en des extériorisations plus adéquates. L'euro péen est un être nouveau, un être libre, qui cherche à dépasser les formes de vie traditionnelles. La tradition n'a une signification réelle que pour la vie régionale. L'homme qui vit dans les métropoles modernes vit tout à fait différemment. C'est toujours dans les métropoles qu'il faudrait chercher la psychologie de l'euro péen. Il est par excellence un homme mobile, avec une vie intérieure fluide, capable de vivre à l'intérieur d'une identité multiple. Au contraire, l'homme moral est substantiel, avec une grande constance intérieure qui fait de lui un type d'une fixité parfois rigide. L'aspect protéique de l'homme euro péen peut être expliqué par la structure anorganique de sa vie spirituelle. D'ici son énorme adaptabilité. Le tragique de cette existence complexe, de cette psychologie raffinée, c'est de n'avoir aucun noyau substantiel, à cause du permanent déplacement de son axe intérieure. [...] Il était donc fatal que l'euro péen veuille franchir les barrières restrictifs du nationalisme. La Ligue des Nations est donc l'expression matérielle de cet homme euro péen.

L'antitraditionalisme, le citadinisme moderne, le refus du ruralisme anhistorique se retrouvent également dans *La Transfiguration de la Roumanie*, bien qu'ils soient traités d'une perspective symétriquement opposée ; car l'option fédéraliste et antinationaliste est abandonnée au profit du nationalisme messianique. Dans cette nouvelle phase politique, Cioran dénonce l'atomisation individualiste, en faisant l'éloge du tragisme mystique, de l'aventure et de la dictature, contre l'universalisme démocratique, neutre et procédural.⁹ Il va dénoncer aussi la dégénérescence de l'universalisme créateur en internationalisme (qu'il méprise comme stérile).¹⁰ En 1931, comme en 1936, il va affirmer que les peuples qui ont joué un rôle déterminant dans l'histoire de l'humanité ont été des peuples messianiques, tandis que l'absence du messianisme ou bien son diminution indiqueraient une stérilité à la fois biologique et spirituelle. Une année plus tard, en 1937, il plaide avec conviction pour la conscience nationale ; de même, il constate avec cynisme le faliment de la conscience européenne et le triomphe des particularismes sur l'universalisme libéralisant :

Les peuples n'ont jamais pu s'entendre. Mais pourquoi aimerions-nous ça maintenant ? Le cynisme est devenu une note différentielle de notre culture. Le pluralisme euro péen est le facteur déterminant pour le déclin de l'Europe. Les divisions du continent sont devenues extrêmement profondes, et tout ce qui nous reste sont les nations. Celui qui n'a pas le sens de cette relativité n'est qu'un perdant. La faillite des valeurs universelles qui définissaient auparavant l'unité euro péenne à été annoncée par Spengler, comme une unité déclinante et, avant lui, par Nietzsche (dont le vitalisme avait légitimé en perspective les égoïsmes nationalistes).¹¹

C'est à ce moment-là que le catholicisme, le rationalisme, le scientisme et l'individualisme cessent d'être reconnus comme des catégories fondamentales de la culture ; le moment euro péen est liquid. Les gens ont perdu l'adhésion intime aux valeurs du projet euro péen. Les nations sont maintenant des formations cyniques, qui ont comme unique but la suprématie et la destruction. L'essayiste renie la superstition de l'Europe vue comme l'infir-

mité d'une nation incapable d'une grande destinée : « Pour nous, les Roumains, la superstition de l'Europe vient, au moins, d'un complexe d'infériorité. C'est très frustrant de ne pouvoir se réaliser qu'à l'intérieur de sa nation et de ne pas être sûr que cette nation a une moindre chance. » Cioran parle ici comme un récent *converti au nationalisme* par frustration identitaire et après un détour fait à travers l'individualisme, le nihilisme et l'anarchisme. Après son stage allemand il se donnait encore l'illusion de la possibilité de l'unité européenne, soit-elle réalisée autour d'un particularisme dominant, français ou allemand, n'importe (il voyait déjà l'universalisme comme le triomphe d'un particularisme !). Trois ans plus tard, il affirmera qu'« un peuple doit être obligé à devenir une nation, et une nation doit être obligée elle-même à devenir une grande puissance »¹², mais pour ce faire « elle doit renoncer au préjugé perdant du pacifisme et des idées généreuses qu'elle condamne au dépendance et au minorat ».¹³

Tout de même, dans son essai de 1931, l'option nationaliste n'existait pas encore pour Cioran, qui y plaide la cause internationaliste de la Ligue des Nations : La Ligue aurait-elle pu naître si les cultures continuaient à vivre dans un cadre limité ? Évidemment, pas. Par dessus des conditions culturelles et historiques qui avaient conduit à l'idée fédérale, il examine la perspective juridique qui préside l'établissement des relations entre les États, et il dénonce l'hypocrisie diplomatique d'Aristide Briand, qui dans son *Mémoire* affirmait que les États participants à la Ligue des Nations garderaient une souveraineté absolue. Mais une telle souveraineté – remarque Cioran avec inquiétude – n'est qu'une illusion, alors que toutes les obligations prises par les États membres indiquent la limitation de la souveraineté. Même si elle ne dispose pas de moyens directs, elle possède assez de moyens indirects pour intervenir, comme par exemple le Tribunal international de La Haye dans la situation hypothétique d'un conflit militaire. Qui plus est, contrairement à l'État antique, l'État moderne est défini par la conscience de la souveraineté, dans le sillage de la distinction introduite par Grotius entre la souveraineté internationale et la souveraineté constitutionnelle. L'État antique – dit Cioran – a un caractère monistique et l'individu antique y est complètement subordonné. Par contre, l'État moderne a un caractère interdépendent et l'individu moderne est lui-aussi indépendant par rapport à l'État. C'est en négligeant ces réalités que Briand commettait un acte conscient pour ménager les orgueils nationaux des États européens. Une autre distinction introduite par Cioran est celle entre l'État – vu comme mécanisme abstrait, comme système de règles qui a une utilité pratique – et la nation, constituée par excellence sur des traditions et des affinités. État et nation ne sont pas la même chose, dit-il, en ajoutant que pour l'avenir, il s'impose que les États renoncent au dogme d'une souveraineté absolue. Dans le différend franco-allemand, il voit le principal obstacle pour la fédéralisation des États européens : « Du point de vue économique et politique, l'Allemagne est pour des accords régionaux et pour l'Union douanière sur une base du tarif préférentiel. La France est, au contraire, pour l'unification totale et voit dans la politique allemande une tendance qui favorise la constitution des entités isolées. Une telle politique n'est que le réflexe de l'imperialisme allemand, diminué pour le moment par la résignation d'après la guerre. »

Un autre obstacle fondamental est, selon Cioran, la différence de tradition culturelle. Influencée par la morphologie culturelle d'Oswald Spengler, la conception de Cioran

ne changera pas beaucoup. Pourquoi l'impérialisme français a-t-il été depuis toujours plus discret par rapport à l'impérialisme allemand ? Parce que, dira-t-il, chez les Français, la vie s'enferme toujours dans des cadres figés par la stylisation. La culture française – et cela reste valable pour toutes les cultures d'origine latine – a vécu toujours dans le *style* même avant la décadence qui s'était manifestée par le triomphe de la forme au détriment du contenu. Encore une autre observation : les Français représentent une culture dans laquelle la vie est cristallisée par la forme, tandis que les Allemands ont une culture de la vie, du contenu.

Une référence peu commune du jeune Cioran est celle du philosophe George Santayana (*Egotism in German Philosophy*), qui voit dans l'apologie de la force et dans le dynamisme incontrôlable de la vie les traits caractéristiques de la pensée philosophique allemande. Sur la même ligne se situent ses considérations sur la justification métaphysique du pangermanisme politique, éminemment romantique, avec une référence spéciale à la dispute entre Edmond Vermeil et Ernst Robert Curtius. On doit remarquer, pourtant, l'intérêt constant de Cioran pour les intentions cachées des États, celle de l'Allemagne étant divulguée par la voie de la presse de Transylvanie :

Du côté de la France, il y a une grande peur d'un futur impérialisme allemand. Ne disent-ils pas les Allemands que la politique pacifiste de la France a comme but la limitation de leur pouvoir militaire, une politique masquée, donc derrière laquelle se cacheraient la vraie France, effrayée par la possibilité d'une future défaite ? Même si ces questions-ci ne sont pas divulguées par la presse d'Allemagne, elles restent visibles. J'ai eu l'occasion de constater l'existence de ces opinions dans la presse de langue allemande de Transylvanie, parce que là, ils ne risquaient d'engager directement aucune politique d'État.

Pour le moment, le futur apologiste de la force examine avec beaucoup d'inquiétude les sources et les traditions intellectuels du militarisme allemand, avertissant que l'Allemagne n'a jamais été un pays pacifiste et que même Kant, qui avait écrit un projet de la paix éternelle, était un admirateur de la discipline militaire. L'idéal de la paix serait donc la lutte contre l'esprit militariste ; mais cette lutte était à présent empêchée par le fait que les nations étaient contraintes de garder en temps de paix des régimes préparés pour la guerre. L'autre obstacle en vue de la fédéralisation européenne le représentent les intérêts hégémoniques des Grandes Puissances, vues par Cioran comme des empires camouflés. Le premier État invoqué en ce sens est la Russie que – selon Cioran – les Occidentaux voulaient entraîner de leur côté par une occidentalisation de l'esprit russe, tandis que les Russes (voir les Soviétiques) tentaient d'influencer l'Occident par le biais des politiques de gauche. Ce qu'on doit redouter – affirme, prophétiquement, le jeune essayiste – est un futur impérialisme russe comme dérivatif d'un régime révolutionnaire : « L'histoire nous apprend que l'impérialisme naît toujours comme une conséquence des régimes révolutionnaires. C'est comme une tentative de sortir du chaos. » À leur tour, les Anglais sont placés par Cioran sur le signe d'une politique d'isolationnisme, qui est caractéristique de leur esprit insulaire : selon lui, les Anglais ont toujours été tentés, sans le déclarer d'une façon explicite, par une politique de détachement de l'Europe, en vue d'un United Empire. En échange, les États-Unis, par la doctrine

de Monroe, Roosevelt et Wilson, se soustrairaient de toute influence de la Ligue des Nations, qu'ils influencent pourtant de manière significative, par la force que leur donne le grand nombre de votes de l'assemblée. La conclusion vers laquelle conduisent toutes ces observations de Cioran consiste dans une image assez paradoxale de la Ligue, qui reste loin de l'unité idéale imaginée par les utopistes. Et cela à cause des intérêts spécifiques et irréductibles des États membres : l'Europe unie, celle pour laquelle luttait Coudenhove-Kalergi, ne pouvait point être réalisée de la façon harmonieuse imaginée par les âmes généreuses.

Le sceptique Cioran semble accorder du crédit au *Realpolitik*, même s'il vient de se replier tout de suite sur une position plus favorable aux exigences idéales. La valeur attribuée à ces exigences se nourrit de la psychologie de ceux qui militent pour les idées de la fédéralisation et de la paix – une psychologie éschatologique, mais projetée dans l'immanent. Le pressentiment de la fin d'une civilisation fondée sur des jugements, paralysée par la haine et les adversités ; la joie liée à la quête d'un meilleur avenir, plus éthique et plus plein d'espoir, la promesse d'une jouissance totale, enfin, la projection dans un avenir proche d'un règne paradisiaque de la paix sont, selon le jeune Cioran, les éléments définitoires d'une sensibilité qui surgit toujours en temps de crise et indique une effervescence spirituelle bien profonde. En fait, le philosophe roumain décrit ici le type anthropologique du bon européen. Citant de nouveau Coudenhove-Kalergi, avec son plaidoyer pour l'éthique de l'action de *Krise der Weltanschauung* (1923), Cioran insiste, d'une manière persuasive, sur le normativisme bénigne de ces jeunes hommes avec des aspirations généreuses, grâce à qui la vie entière semble transfigurée (comme la Roumanie plus tard, dans ses rêves de grandeur). Le final de son texte – un *happy end* inhabituel chez Cioran – représente un éloge à l'adéquation au présent des utopistes europhiles ; sa solidarité avec leur cause semble bien manifeste : « La conscience que nous sommes maintenant au carrefour de l'histoire européenne et que si nous n'allons pas nous unir pour sauver l'avenir de l'Europe on va s'écraser bientôt, ce sont les expressions de cette sensibilité éschatologique. [...] La solidarité est maintenant notre doctrine. Les promesses d'une autre vie sont entrées même dans les consciences les plus sceptiques et la manière dont les problèmes de la paix et de la fédéralisation sont discutés maintenant ont stimulé l'attitude prophétique. »

L'évolution immédiate des événements allait infirmer dramatiquement les prophéties du jeune Cioran. Au contraire, la période d'après la guerre allait les confirmer. Certaines de ses mises en garde restent valables jusqu'aujourd'hui. Bien-sûr, on peut voir aussi dans cette attitude un stratagème opportuniste afin d'obtenir une bourse. Mais on peut y voir tout aussi bien une première hypostase de la pensée politique de Cioran et de son messianisme éschatologique, fédéraliste et pacifiste, avant qu'il devienne nationaliste et belliqueux, et ensuite, pendant ses décades parisiennes, stratégiquement abandonné au profit d'un scepticisme universel, sur les cimes de la résignation.

□

Notes

1. Dans une note au volume *Opere*, II (Bucarest, Academia Română, Fundația Națională pentru Știință și Artă, 2012, p. 1716), Marin Diaconu, basé sur une lettre reçue à l'automne de la même année par Constantin Noica, affirme qu'il s'agirait de l'année 1931. L'indication fournie par Gabriel Liiceanu (1932) dans *Itinerariile unei vieți: E. M. Cioran* (Bucarest, Humanitas, 2011, p. 27), où on reproduit quelques photos du départ et du retour de Genève, est considérée erronée. Elle est pourtant confirmée par Nicolas Cavaillès et Aurélien Demars dans la chronologie de l'édition des *Œuvres* (Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 2001, p. XXXV), où ceux-ci indiquent que ce stage de deux mois avait été précédé d'un passage par Vienne et d'un retour via Venise.
2. Emil Cioran, *Sfârșitul care începe*, édition et préface par Constantin Barbu, Craiova, Pentagon-Dionysos, 1991, p. 26-37.
3. *Cahiers Emil Cioran. Approches critiques*, X, Sibiu-Leuven, Editura Universității « Lucian Blaga », Les Sept Dormants, 2009, p. 252-264.
4. *Schimbarea la față a României*, Bucarest, Vremea, 1936.
5. Albert Thibaudet, *Réflexion sur la politique*, édition établie par Antoine Compagnon, Paris, Robert Laffont, 2007, p. 433-437.
6. L'idée des États Unis de l'Europe a été lancée par Victor Hugo au Congrès International de la Paix de 1849 ; auparavant elle avait été attribuée au militant rissorgimentiste italien Carlo Cattaneo, partisan d'une Italie fédérale et d'une Europe fédéralisée sur le même modèle ; on l'a attribuée aussi à George Washington – dans une lettre adressée à La Fayette, au biologiste polonais Wojciech Jastrzębowski (1831), au poète anglais Charles Mackay et au économiste britannique Richard Cobden, supporter du libre-échange européen et co-organisateur du Congrès de la Paix de Paris (v. parmi des autres, Élisabeth du Réau, *L'Idée d'Europe au XX^e siècle. Des mythes aux réalités*, Bruxelles, Complexe, 1996).
7. Pour un panorama assez concluant des débats de l'entre-deux guerres sur l'identité européenne, voir Jean-Luc Chabot, *Aux origines intellectuelles de l'Union européenne. L'idée de l'Europe unie de 1919 à 1939*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2005.
8. Toutes les citations de cette étude ont été reproduites d'après le texte d'Emil Cioran, « Le Principe de souveraineté de l'État. La Ligue des Nations et la fédéralisation des États européens », in *Opere*, II, éd. cit.
9. « Renunțarea la libertate », *Vremea* (Bucarest), X, n° 480, 21 mars 1937, apud Cioran, *Opere*, II, éd. cit., p. 657-662.
10. « Naționalismul, internaționalismul și universalismul », *Vremea*, X, n° 485, 2 mai 1937, apud Cioran, *Opere*, II, éd. cit., p. 667-671.
11. « Între conștiința europeană și cea națională », *Vremea*, X, n° 518, 25 décembre 1937, apud Cioran, *Opere*, II, éd. cit., p. 691-696.
12. « Germania și Franța sau iluzia păcii », *Vremea*, VI, n° 381, 25 décembre 1933, apud Cioran, *Opere*, II, éd. cit., p. 490-504.
13. Est intéressante la façon dont Cioran renie à ce moment-là tout idéalisme et pacifisme – même s'il reconnaît qu'il soit de manière viscerale contre la guerre – par le souci de récupérer à tout prix une conscience de grande puissance au profit de son nation : « L'idéalisme est la peur devant l'histoire. Il est pourtant vrai, ça n'aurait pas été mal si les nations, les guerres, la force, l'impérialisme, n'avaient pas existé. [...] Même si je sais qu'il n'existe pas dans le monde une personne plus inadhérente à la guerre que moi, une conscience théorique m'empêche de déclarer que je suis pour le pacifisme – je crois même que c'est une honte que d'être pacifiste. Un peuple pacifiste est une honte de l'histoire. [...] C'est la valorisation sanglante des forces obscures qui a élevé les peuples dans l'histoire. » Finalement, l'option conjonctive

relle pour le nationalisme dictatorial, belliqueux et messianique est ce qui représente, chez lui, une forme de vengeance – la vengeance d'un non-intégré : « C'est en vain que nous faisons appel à une humanité qui refuse de nous intégrer. Elle ne le fait pas, parce que c'est seulement la force qui compte pour elle, et rien d'autre. Ce que nous appelons *humanité* n'est que la somme de grands pouvoirs, tout comme l'histoire est la somme de grandes cultures. Le reste n'existe pas » (Emil Cioran, « România subterană », *Vremea*, IX, n° 433, 19 avril 1936, apud Cioran, *Opere*, II, éd. cit., p. 628-632).

Abstract

A Pacifist Federalist to the Very End: The Young Emil Cioran on National Sovereignty and on the European Confederative Project

This paper focuses on an unknown (and, unfortunately, not commented) Emil Cioran's conference of 1931 about the federative european project and the principle of sovereignty of the states. In this text, thanks to which he obtained his first scholarship in the West (at Geneva), Cioran is a follower of the pacifism, federalism, and universalism; few years after, in Berlin, he became a supporter of the radical nationalism. But even in this case he remained a refocused thinker of the mesianic. Viewed from the perspective of this conference, his radical nationalism appears as a disappointment, or, at least, a stratagem. Anyway, his diagnoses on the European project remains very actual.

Keywords

Europe, pacifism, federalism, sovereignty, nationalism

